

Études littéraires africaines

Entretien avec... Denis Pryn Directeur de L'Harmattan

Daniel Delas



Number 5, 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1042186ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1042186ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (print)

2270-0374 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Delas, D. (1998). Entretien avec... Denis Pryn : directeur de L'Harmattan. *Études littéraires africaines*, (5), 6–9. <https://doi.org/10.7202/1042186ar>

DENIS PRYEN
DIRECTEUR DE L'HARMATTAN



HISTOIRE DE L'HARMATTAN

Ce qui m'a mené à l'Afrique, c'est un cheminement dans le monde catholique de gauche, dans un esprit au départ un peu missionnaire, mais, très vite, à l'occasion de la guerre d'Algérie et de la prise de conscience politique qu'elle a développée, avec le choix d'une orientation interculturelle. Après avoir vécu en Algérie et en Afrique Noire, je me suis rendu compte que Paris était une des capitales de l'Afrique, ne serait-ce que parce que c'est là que réside une importante émigration, internationale mais en particulier africaine, intellectuellement très active.

Dans les années 1975-1978, on s'est lancé dans cette aventure avec le projet d'ouvrir une petite librairie et de publier une dizaine de bouquins. Sans prévoir l'ampleur que cela allait prendre, ampleur si forte qu'elle nous a un peu dépassés. Pourquoi ce succès ? Parce que l'immigration était alors un problème fort et que la génération de la négritude et des indépendances occupant tout l'espace, la génération suivante était à la recherche d'un lieu d'expression.

Actuellement, rue des Ecoles, nous avons 140 000 titres ! C'est dire la richesse de ce qui se publie "au carrefour des cultures". Beaucoup de gens pensent qu'il n'y a pas d'espoir, pas de réflexion en Afrique Noire, c'est tout à fait faux, il y a une production dans le domaine de la recherche et de la culture très forte, tant européenne qu'africaine.

LES OPTIONS IDÉOLOGIQUES DE DÉPART

L'Harmattan pouvait, à mes yeux, être impliqué dans des combats politiques, comme par exemple la question sahraoui, dans la défense des droits de l'homme, droit à l'autodétermination des peuples, droit à toutes les libertés politiques, en particulier dans notre cas droit de parole. Nous avons ainsi toujours soutenu Alpha Oumar Konaré, devenu aujourd'hui président du Mali.

Ces options nous ont évidemment contraints à être hors-institutionnel, ne dépendant d'aucune subvention. La Coopération française, en particulier, nous a toujours ignorés, sans doute parce que nous dérangions. C'est aussi pourquoi nous n'avons jamais voulu faire "du scolaire-pour-l'Afrique", largement subventionné ; il doit se faire localement. C'est pourquoi encore nous n'avons jamais voulu nous installer en Afrique même, où les pressions sont insoutenables.

Défendre des positions perçues comme tiers-mondistes ne veut pas dire que nous soutenons n'importe quoi ou n'importe qui mais que nous laissons toujours et par principe s'instaurer un débat dans ce champ.

Nous nous sommes ensuite élargis au "social français", vers 1982, avec la

création de la collection "Logiques sociales", nous conduisant à prendre un fort relais en sciences humaines, à une époque où les tirages en France dans ce domaine commençaient à se limiter de plus en plus. Nous étions adaptés pour prendre des ouvrages de ce genre et en faire de "petits" tirages tandis que les autres éditeurs ne pensaient pas pouvoir rentabiliser un tirage de mille exemplaires. Il a fallu faire comprendre qu'un tirage de mille exemplaires pour un ouvrage de ce genre n'est pas honteux ! Nous nous sommes donc positionnés sur ce créneau et nous sont alors venus beaucoup de colloques et d'ouvrages collectifs (une centaine par an actuellement).

Nous faisons environ aujourd'hui 15 % des sciences sociales en France et les ventes suivent bien. Dans cet ensemble l'Afrique est concernée par plus de 10 % des titres.

COMMENT FONCTIONNE L'HARMATTAN ?

D'abord une équipe technique assez centralisée : fabrication, service de presse, expéditions, librairie, etc., qui comprend quarante-deux personnes. Derrière, cent cinquante directeurs de collection dont cent vingt très actifs (c'est-à-dire publiant au moins cinq livres par an), totalement autonomes dans leur branche mais qui se réunissent périodiquement. C'est un mini-parlement sur lequel je m'appuie constamment.

Des revues, une vingtaine aujourd'hui, qui organisent des colloques et des manifestations diverses. Actuellement, nous aidons de notre mieux les géographes dont la discipline n'a pas auparavant tenu le haut du pavé.

Notre trésor, la TGL (Très Grande Librairie), qui regroupe en Normandie cinq cent mille titres épuisés consultables par requêtes croisées. On vide constamment les rayonnages de la librairie pour transférer en Normandie ; par exemple un tiers seulement de notre fond brésilien (issu de la reprise en 1981 de la Librairie des pays lusophones) est à Paris, le reste est là-bas. Chaque jour, j'achète trois ou quatre cents bouquins "introuvables", en général des livres qu'on me propose, un thésard qui a soutenu et qui déménage... Je m'occupe à étendre le système informatique à l'ensemble de la librairie mais il y a un problème difficile à régler, celui des publications en langues étrangères. On achète aussi beaucoup à l'étranger même si dans certains cas (Afrique, Haïti, Brésil et d'autres), c'est assez difficile.

L'Afrique Noire constitue le cinquième du fond (dont quatre mille ouvrages de littérature) et le quart du chiffre d'affaires, le monde latin le sixième du fond, suivi de l'Asie et du monde arabe. La France, désormais à part, de l'autre côté de la rue des Ecoles, constitue le reste.

L'ÉDITION EN AFRIQUE

Nous avons essayé de faire de la coédition au Mali et nous diffusons les quelques éditeurs africains : Clé, Céda, NEA.

Le gros problème de l'édition en Afrique, c'est d'abord qu'il n'y a pas de vraie politique du livre parce qu'on a formé les gens à l'idée du livre cadeau, et c'est ensuite que les éditeurs africains ne sont pas vraiment indépendants, ils commencent par aller à la recherche des subventions, puis, lorsqu'ils les ont obtenus, prennent largement leur part et, enfin, seulement alors, pen-

sent au marché. Lequel est difficile car très étroit. Tant que durera cette politique d'aide en Afrique Noire francophone, il n'y aura pas de véritable édition. J'accuse le jeu de saupoudrage pratiqué par les institutions françaises et internationales.

L'ÉDITION BON MARCHÉ

Nous avons proposé nos livres à 20 % du prix public aux libraires africains mais malheureusement cela n'a pas été répercuté là-bas sur le prix public. Nous avons donc reculé et sommes passés à 30 %, ce qui reste une remise très importante.

En France, je suis contre la politique du livre à 10 F parce qu'elle casse la distribution, ce qui est malsain et va se payer un jour. Un livre de recherche vaut 200 F, ce qui est tout de même moins cher qu'une paire de chaussures de ski ; contrairement à ce qu'on tente de faire croire, les étudiants ne sont pas une classe pauvre de la société. Il ne faut pas faire de démagogie de la culture.

Comme les livres de L'Harmattan ne sont pas des livres de grande distribution qu'on pourrait trouver dans les grandes surfaces, nous n'avons pas besoin de collections de poche.

RÉPONSE AUX CRITIQUES

MAUVAISE DIFFUSION ?

Notre réseau de distribution est celui des Presses Universitaires de France (P.U.F.), soit les quatre cents vraies librairies de France (sur onze mille). A Paris, ce sont surtout les P.U.F., Gibert, les FNAC, Tiers-mythe, Présence Africaine et... L'Harmattan. Nous envoyons un office à une centaine de librairies environ.

Il faut bien comprendre que le nombre de libraires susceptibles de prendre un livre intitulé *Parlons urdu* est très réduit. Certains livres marchent tout seuls tandis que d'autres demandent un public très spécialisé qu'il faut informer. Je ne fais pas de publicité dans les journaux sous formes de placards extrêmement coûteux mais la feuille mensuelle d'information de L'Harmattan est tirée à vingt-cinq mille exemplaires et diffusée le plus largement possible. Ce qui nous coûte près de 1 500 000 F par mois et occupe deux personnes à plein temps. La diffusion de L'Harmattan est une diffusion de réseau, une diffusion de qualité.

MAUVAISE IMAGE, PAS DE TRI, L'HARMATTAN PUBLIE TOUT ET N'IMPORTE QUOI

Je répondrai en utilisant les chiffres d'aujourd'hui.

Nous recevons six mille cinq cents manuscrits par an et publions un peu plus de mille titres. De nombreuses équipes universitaires sont venues chez nous car nous pouvons publier vite. Vous arrivez avec votre texte prêt à cliquer, vous vous engagez sur l'achat d'une cinquantaine d'exemplaires et on lance le tirage à trois cents exemplaires. Nos machines sont calées en permanence au même format, dans la même chaîne, si bien que nous pouvons sortir cinq livres par jour, cent livres par mois.

Nous vendons trois mille cinq cents livres par jour, sept cent mille par an, ce qui fait un tirage moyen à cinq-six cents. Certes, certains ouvrages ne se vendent qu'à cinquante exemplaires, c'est vrai, les plaquettes de poésie par exemple, mais d'autres partent très vite à deux mille.

On commence à nous percevoir tel que nous étions il y a cinq ans, on nous verra bientôt, j'espère, tel que nous sommes aujourd'hui.

L'HARMATTAN NE PAYER PAS SES AUTEURS

Je ne suis pas le seul dans la profession à ne pas payer de droits d'auteur jusqu'à mille exemplaires. Une thèse imprimée aux P.U.F. n'est pas mieux rémunérée. Au-delà de cette limite, je paye des droits d'auteur comme tous les éditeurs, 1 500 000 F par an.

Cette politique correspond à un souci de rentabilisation. Les livres commandés peuvent bénéficier d'un à-valoir mais pourquoi payerais-je des à-valoir, voire des droits d'auteur, à des gens qui n'ont pas la possibilité de se faire publier ailleurs ? Quelqu'un qui vient de finir sa thèse, ce ne sont pas les droits d'auteur qui l'intéressent, c'est d'être publié pour faire avancer sa carrière. D'ailleurs, de plus en plus d'éditions universitaires nord-américaines prévoient de ne plus payer de droits.

L'HARMATTAN NE TRADUIT PAS

Les traducteurs sont des professionnels qui vivent de leurs traductions ; il faut donc les payer au tarif officiel et cela revient très cher. Il faudrait que les organismes officiels, le CNRS, l'ORSTOM, les divers instituts de recherche, payent les gens pour élaborer de bout en bout des produits finis.

L'HARMATTAN, C'EST LE HAPPENING !

Non, non, il n'y a certes pas de directeur de ceci ou de directeur de cela, avec voitures de fonction et frais de représentation, mais nous sommes en bonne santé économique parce que notre structure et notre dynamisme nous permettent de passer par où d'autres ne passent pas. Ce faisant nous apportons sur le marché les instruments nécessaires au développement de la recherche et de la culture.

■ Entretien réalisé et monté par Daniel DELAS